

Paris, le 17 décembre 2014

Dossier suivi par : XXXX  
Tél. : XXXX  
Courriel : recommandations@energie-mediateur.fr

N° de saisine : XXXX  
N° de recommandation : 2014-1772

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Madame,

Ce litige concerne l'application du Tarif de première nécessité (TPN) à votre contrat de fourniture d'électricité.

Courant 2013, vous avez sollicité le fournisseur Y afin de bénéficier du TPN. Celui-ci vous a renvoyée vers le service TPN, prestataire chargé de la collecte des données, que vous avez contacté. À cette occasion, il vous aurait été assuré que vous étiez éligible au TPN, et qu'il suffisait pour qu'il vous soit appliqué de faire parvenir votre déclaration de revenus, ce que vous avez fait.

Toutefois, vous avez constaté au cours des mois qui ont suivi que le TPN ne vous était pas appliqué. Vos démarches ultérieures n'ayant pas abouti, vous m'avez saisi.

J'ai alors transmis votre réclamation au fournisseur Y dans le cadre de la procédure dite de « *deuxième chance* », que j'ai mise en place. Celui-ci vous a alors invitée à recontacter le service TPN. Il a ajouté que, dans l'hypothèse où il vous serait répondu que vous ne figurez pas dans la liste des bénéficiaires, il vous faudrait alors vous rapprocher de votre Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) ou de votre centre des finances publiques, afin de vérifier si vous figurez effectivement parmi les ayants-droit.

Insatisfaite, vous m'avez confirmé votre saisine. J'ai donc analysé votre dossier, ainsi que les observations que le fournisseur Y m'a adressées (jointes en annexe).

Je vous informe tout d'abord que le TPN consiste en une déduction annuelle, dont le montant est calculé en fonction de la composition du foyer et de la puissance souscrite.

Sachez également que la procédure d'attribution du TPN est automatisée<sup>1</sup>. Dans le cadre de cette procédure, les organismes d'assurance maladie et les services fiscaux transmettent des informations sur les bénéficiaires potentiels à un prestataire commun à l'ensemble des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel. Ce prestataire adresse alors aux clients ainsi identifiés un courrier les informant qu'ils sont susceptibles de bénéficier des tarifs sociaux. En l'absence de refus exprès de la part de ces clients, le tarif social leur est alors appliqué par le fournisseur.

Dans votre cas, je constate que vous n'avez pas reçu ce courrier. Ceci peut signifier soit qu'une erreur a été commise, soit que vous n'êtes pas éligible au TPN. À cet égard, je vous informe que les textes applicables<sup>2</sup> prévoient des plafonds de revenus, au-dessus desquels il n'est pas possible de bénéficier du TPN.

---

<sup>1</sup> Décret n° 2012-309 du 6 mars 2012 relatif à l'automatisation des procédures d'attribution des tarifs sociaux de l'électricité et du gaz naturel, consultable sur le site [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)

<sup>2</sup> Décret n° 2004-325 du 8 avril 2004 relatif à la tarification spéciale de l'électricité comme produit de première nécessité, modifié par le décret n° 2013-1031 du 15 novembre 2013 portant extension à de nouveaux bénéficiaires des tarifs sociaux de l'électricité et du gaz naturel, consultable sur le site [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)

Le premier cas qui permet de bénéficier du TPN est lorsque « *le revenu fiscal de référence annuel par part du foyer soumis à l'impôt sur le revenu (...) est inférieur ou égal* » à 2 175 euros. Or, vous avez transmis à mes services votre avis d'impôts de 2014, d'où il ressort que votre revenu fiscal de référence est 9 449 euros. Vous ne pouvez donc pas bénéficier du TPN à ce titre.

Toutefois, le TPN est également applicable aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) ou de l'aide pour une complémentaire santé (ACS). Je constate que vos revenus, s'ils ne vous permettent pas de bénéficier de la CMU-C, pourraient peut-être vous permettre de bénéficier de l'ACS. Le plafond de ressources pour une personne seule, permettant de bénéficier de l'ACS est de 973 euros par mois depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Vous devez toutefois savoir que lorsque les organismes d'assurance maladie examinent si une personne est éligible à l'ACS, ils utilisent une définition des « *revenus* » qui est plus large que celle utilisée par les services fiscaux pour calculer le revenu fiscal de référence et qui tient compte de l'ensemble des ressources du foyer, notamment des allocations familiales perçues. . Compte tenu des éléments à ma disposition, je ne suis pas en mesure de déterminer si vous êtes bénéficiaire potentielle. Pour le savoir, il faudrait que vous remplissiez un dossier de demande d'ACS et que vous le transmettiez à votre organisme d'assurance maladie.

Au cours d'une conversation téléphonique avec l'un de mes collaborateurs, ces éléments ont été portés à votre connaissance, mais vous avez indiqué que vous n'aviez pas de complémentaire santé, et que vous n'aviez pas l'intention d'en souscrire.

Ceci explique que vous n'avez pas reçu le courrier mentionné plus haut. En effet, dès lors que vous n'avez pas fait les démarches évoquées ci-dessus, votre organisme d'assurance maladie n'a pu transmettre vos coordonnées au prestataire gérant le TPN.

Aussi, je vous recommande d'effectuer auprès de votre organisme d'assurance maladie les démarches pour bénéficier de l'ACS, ce qui permettra, si vous êtes éligible, de bénéficier du TPN. Si tel est bien le cas, les informations correspondantes seront transmises au prestataire du fournisseur Y.

Sachez que ceci ne vous oblige aucunement à souscrire une complémentaire santé. Par ailleurs, si vous êtes éligible, le chèque que vous recevrez de votre organisme d'assurance maladie ne pourra être utilisé que pour payer une complémentaire santé, et à défaut, ne pourra pas être encaissé.

Compte tenu de ce qui précède, je vous recommande d'effectuer les démarches décrites ci-dessus et de ne pas poursuivre votre réclamation.

À toutes fins utiles, vous trouverez en pièce jointe une fiche pratique sur les tarifs sociaux.

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable de votre litige. Si vous êtes en désaccord avec son contenu, vous pouvez demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur votre litige (voir fiche ci-jointe).

N'hésitez pas à me solliciter au numéro de téléphone ci-dessus ou par courriel pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie

Jean Gaubert